



Au nom des agents du département, la CGT tient à vous faire part d'un grand mécontentement et de profondes inquiétudes.

Mécontentement sur les conditions de travail : partout, les suppressions d'emplois que vous avez décidées ont des effets négatifs. Les postes et services supportent une charge de travail de plus en plus lourde avec de moins en moins de moyens, principalement humains. 21 emplois supprimés cette année sur le département démontrent que l'ORE n'est bien qu'un Outil de Réduction d'Emploi, nullement basé sur les besoins et charges des postes et services.

Les agents des postes Hélios ont l'impression d'un « grand n'importe quoi »... Dégradation des conditions de travail, dégradation des relations avec les ordonnateurs, dégradation de l'image du trésor public vis-à-vis des usagers, dégradation de la qualité du travail comptable... Loin d'être la révolution positive qu'on nous a vendue, cette application se paie cash pour les agents : stress, découragement, perte de repères, perte de confiance en soi... La CGT rappelle sa revendication, largement partagée par les agents : arrêt du déploiement de l'application jusqu'à sa stabilisation et consolidation des postes basculés. Votre refus de répondre à cette revendication est ressentie par les agents comme un profond mépris, un refus de prendre en compte leur vécu et leur expérience. La prime versée à certains postes Hélios est perçue par les autres postes Hélios comme une injustice, ce d'autant plus que l'application s'est encore dégradée et a des effets plus dévastateurs. Par ailleurs, la pression hiérarchique locale, malgré vos engagements, ne semble pas favoriser le réel choix des postes comptables de basculer ou non dans Hélios.

Et le « n'importe quoi » continue encore pour la Trésorerie du Contrôle Automatisé. Un service mis en place à la va-vite pour permettre à un ministre de promouvoir sa carrière, sans analyse de fond des besoins et des enjeux. Les agents issus de la redevance ont subi un premier traumatisme avec la suppression de leur service, ils en vivent un autre au quotidien avec la désorganisation de ce poste. Les charges de travail ont été sous-évaluées, les départs en retraite et mutations ne sont pas compensées, ce qui a permis à la direction locale de faire peser sur la TCA les 2 tiers des suppressions d'emplois du département. La difficulté de l'accueil téléphonique, dans un environnement pas encore stabilisé, des relations hiérarchiques difficiles... tout contribue à décourager les agents. Vos projets de réorganisation du poste, connus depuis peu, génèrent plus d'inquiétudes que d'apaisement. A ce sujet, les agents, actuellement en manifestation ici-même, attendent une négociation et des

engagements de votre part. Ils n'accepteront pas des reculs en terme de conditions de travail, d'horaires variables, etc...

Les centres d'encaissement rennais ont, eux aussi, des revendications pour lesquelles ils attendent que vous vous pronociez. Vous aviez pris l'engagement de revoir leurs compensations spécifiques quand les charges de travail augmenteraient. Elles ont augmenté... pas les compensations ! La CGT les soutient dans cette démarche et exige avec eux une réunion nationale pour revoir ensemble le contenu des accords de 2005, avant l'échéance du 15 mai. De même, la CGT s'insurge contre l'emploi massif de travailleurs précaires sur cette mission et les dangers que cela comporte. Une mission de service public doit être exécutée par des agents titulaires et qualifiés.

Les postes comptables du département souffrent également. Restructurations, fermetures, baisse des effectifs,... l'ensemble du réseau rural, urbain et péri-urbain est touché. Certains le sont plus que d'autres et à ce sujet, nous tenons à attirer plus particulièrement votre attention sur Chartres-de-Bretagne : absorption du poste de Rennes Banlieue Ouest, démarrage d'Hélios, déménagement dans des baraquements provisoires... le Sangate du trésor ! Un pareil traitement est totalement inacceptable, indigne d'une administration qui se dit moderne... La CGT n'accepte pas ce manque de considération des personnels de ce poste, pas plus qu'elle ne tolère les reculs que vivent toutes les trésoreries du département.

Au sujet du poste fermé de Rennes Banlieue Ouest, nous vous rappelons que les agents vous ont adressé une pétition demandant à bénéficier des mêmes compensations que celles des agents de la redevance. Cette pétition vous a été transmise par le TPG depuis plusieurs mois, où en est-on ? de même, où en est celle de Dinard ? celle de Chartres ?

D'autres agents ont des inquiétudes : ceux du service liaison rémunération qui ont appris le projet de création de l'opérateur national de la paye. Quelles garanties pouvez-vous leur donner ? Quelle pérennité pour leur service ? leurs emplois ? Mêmes questions sur les pensions...

Globalement, ce sont tous les agents de tous les postes et tous les services qui sont inquiets et qui veulent savoir où va le réseau. De réformes en cours en projets de réformes, on n'a plus aucune vision à long terme... Sur ces questions, vous avez un devoir de vérité envers les agents.

Enfin, nous voulons aborder la question du dialogue social. La signature de la charte n'aurait pas dû être une fin en soi... Hélas, force est de constater qu'également là aussi il y a dégradation ! La pression hiérarchique sur les militants, à tous les niveaux, se fait de plus en plus insistante. Malgré nos avertissements fermes en CTPL, il apparaît que la trêve des injures et du mépris soit terminée... Nous vous informons solennellement que nous ne supporterons plus pareils agissements envers nos militants.

Monsieur le directeur général, vos réformes remettent en cause le service public tel que nous le défendons, au plus près des usagers et avec des moyens humains nécessaires à l'exercice de nos missions dans de bonnes conditions de travail. C'est ce que les agents qui manifestent aujourd'hui vous disent. Vous devez les entendre.

Rennes, le 24 avril 2007.